



CAPSULES MONDE

BULLETIN N° 72
FÉVRIER 2012

SOMMAIRE

Mondialisation et culture

Politiques et institutions

- Union Européenne - [La culture comme vecteur des relations extérieures](#)

Normes internationales

- UNESCO - [Les sites du patrimoine mondial, théâtre de tensions politiques ou de possible réconciliation?](#)

Identité culturelle

- International - [La mondialisation contribue-t-elle au développement du cosmopolitisme?](#)

Gestion du pluralisme culturel

- Canada - Québec - [Pour un engagement plus ferme de la part de l'État](#)

Mondialisation et économie

Réduction de la pauvreté et développement

- International - [Assurer la cohésion sociale dans les pays en développement](#)

Libéralisation des échanges

- Europe de l'Est - [Intégration à l'économie mondiale et effets de la crise dans les pays en transition](#)

Tendances

- OCDE - [Croissance des inégalités de revenus](#)

Marché du travail

- International - [La crise de l'emploi](#)

Mondialisation et éducation

Économie du savoir

- International - [Des institutions aux multiples facettes](#)

Politiques publiques en éducation

- Royaume-Uni - [Faire progresser l'égalité : une priorité institutionnelle](#)

Éducation et formation

- UNESCO - [Les études secondaires : le prochain défi de la communauté internationale](#)

Gouvernance

- Union Européenne - [La gouvernance délibérative, un modèle à reproduire pour l'intégration européenne](#)

Mondialisation et environnement

Ressources naturelles

- International - [La gestion durable des forêts et les changements climatiques](#)

Accords multilatéraux et environnement

- France - [Propositions de la France pour améliorer la cohérence des initiatives climatiques](#)

Changements climatiques

- International - [Une assurance climatique mondiale](#)

Perspectives sociales et environnement

- Chine - [Les ONG environnementales chinoises se développent](#)

Mondialisation et santé

Tendances

- Canada - [Un plus grand nombre de médecins](#)

Politiques publiques

- International - [Règlement sanitaire international \(RSI\)](#)

Gouvernance de la santé

- Canada - [Relations du secteur bénévole en santé publique avec le gouvernement](#)
- États-Unis - [Pays riches et pénurie mondiale de travailleurs de la santé](#)

Mondialisation et sécurité

Gouvernance de la sécurité

- Australie - [Mieux définir les priorités en sécurité](#)
- États-Unis - [La cybersécurité : un atout à la protection des infrastructures essentielles](#)
- OCDE - [Règlementation relative à la circulation des données dans le monde](#)

Terrorisme

- International - [Regard sur 40 ans d'incidents terroristes](#)

Clips

Migrations et mondialisation

- International - [De la nécessité des communications relatives aux migrations](#)

Le prisme de la mondialisation

Points de vue multisectoriels

- International - [Risques globaux](#)

Mondialisation et culture

Politiques et institutions

Union Européenne - La culture comme vecteur des relations extérieures

En marge de la crise interne qui secoue l'Europe, ce rapport s'intéresse au rôle que la culture pourrait jouer dans les relations extérieures du continent. La 4e édition de ce rapport présente les contributions d'une trentaine d'auteurs qui posent leur regard sur l'Europe. On s'interroge notamment sur les avantages que procure la diversité culturelle du continent et sur la façon de la mettre à profit dans les relations extérieures de l'Union européenne. On s'intéresse également aux possibilités de resserrer les liens entre réseaux culturels et diplomatiques. L'Union européenne bénéficiant dorénavant d'un service extérieur, on examine de quelle façon mieux intégrer la dimension culturelle aux stratégies de politique étrangère.

Institute for Foreign Cultural Relations (ifa) and the European Union National Institutes for Culture (EUNIC). Culture Report - EUNIC Yearbook 2011. Europe's Foreign Cultural Relations, December 2011.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Normes internationales

UNESCO - Les sites du patrimoine mondial, théâtre de tensions politiques ou de possible réconciliation?

La multiplication récente du nombre de sites homologués au registre du patrimoine mondial de l'UNESCO met en lumière les rivalités politiques qui entravent le rôle de l'Organisation dans ses interventions visant à sauvegarder l'héritage culturel de certains lieux. Cet article s'intéresse particulièrement au cas de la Vieille ville de Jérusalem, site pour lequel les dissensions historiques et politiques nuisent à la préservation du patrimoine. Les auteurs effectuent une analyse comparative de l'implication de l'UNESCO à Jérusalem, de même que dans d'autres villes ayant connu des conflits ethniques et présentant un riche héritage patrimonial. Leurs observations ont pour objectif d'analyser le rôle qu'a joué l'UNESCO dans le conflit israélo-palestinien et la place que pourrait occuper l'Organisation, lors d'un éventuel processus de paix entre ces deux parties.

Dumper, Michael and Craig Larkin. "The politics of heritage and the limitations of international agency in contested cities: a study of the role of UNESCO in Jerusalem's Old City", *Review of International Studies*, Vol. 38, No 1 (January 2012) :25-52.

Accessible par la base de données Cambridge Journals et à la bibliothèque de l'ENAP.

-

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Identité culturelle

International - La mondialisation contribue-t-elle au développement du cosmopolitisme?

Cet article présente les conclusions d'une étude empirique, effectuée à partir de données tirées d'un sondage réalisé dans plusieurs régions du monde. L'auteur cherche à vérifier la corrélation entre le degré de mondialisation et l'identité cosmopolite. Bien que tout indique que le cosmopolitisme se manifeste par des orientations sociales, culturelles, politiques, économiques bien spécifiques que l'on retrouve davantage dans les pays industrialisés, les données recueillies démontrent que les populations provenant de pays moins développés ont une identité « globale » plus forte. Elles se considèrent davantage comme des citoyens du monde, bien que certaines

particularités de leur identité « locale » demeurent bien ancrées en elles. Plusieurs facettes du cosmopolitisme sont ainsi examinées, toujours à travers le prisme de la mondialisation.

Pichler, Florian. " Cosmopolitanism in a global perspective: An international comparison of open-minded orientations and identity in relation to globalization", *International Sociology*, Vol. 27, No 1 (January 2012) :21-50.

Accessible par la base de données SAGE et à la bibliothèque de l'ENAP.

-

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Gestion du pluralisme culturel

Canada - Québec - Pour un engagement plus ferme de la part de l'État

Près de cinq années se sont écoulées depuis la tenue, au Québec, de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (dite Commission Bouchard-Taylor, 2007). L'analyse des mémoires présentés à cette occasion demeure toujours pertinente, dans la mesure où elle permet de remettre en question certains postulats. À la lumière des positions exprimées par des groupes et associations représentant les minorités ethnoculturelles ou défendant leurs intérêts, l'auteur de cet article veut rendre compte de la manière dont l'État québécois est interpellé par ces groupes et le mode de participation qu'ils privilégient.

L'auteur rappelle que la littérature scientifique sur la gouvernance met l'accent sur la participation civique dans la gestion des affaires publiques afin notamment de pallier le manque de légitimité de certaines institutions et de mieux répondre aux besoins des citoyens. Les groupes s'étant exprimés lors de la consultation perçoivent l'État québécois comme l'acteur prépondérant du processus d'intégration des minorités ethnoculturelles à la société; ceux-ci se considèrent davantage comme des facilitateurs. En 2012, cette vision de la gouvernance des relations interculturelles est-elle toujours d'actualité?

Rocher, François. « Citoyenneté, gouvernance et minorités ethnoculturelles et religieuses : un modèle d'intégration sous pression », *Revue Gouvernance*, Vol. 8, No 1 (hiver 2011).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et économie

Réduction de la pauvreté et développement

International - Assurer la cohésion sociale dans les pays en développement

Au cours de la dernière décennie, une cinquantaine de pays en développement ou émergents ont affiché des taux de croissance élevés. Ce rapport examine la cohésion sociale dans les pays en développement à croissance rapide et formule des recommandations sur les moyens de la renforcer. La cohésion sociale est ici évaluée sous trois angles : l'inclusion sociale, le capital social et la mobilité sociale. Afin de favoriser cette cohésion et ainsi assurer une croissance durable, le rapport souligne la nécessité de coordonner l'élaboration des politiques publiques dans sept domaines : budget et fiscalité, emploi, protection sociale, participation citoyenne, éducation, égalité des genres et migrations.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD).
"Perspectives on Global Development 2012: Social Cohesion in a Shifting World", (December 2011).

Disponible à partir de la base de données OECDiLibrary et à la bibliothèque de l'ENAP.

Le résumé (gratuit) est disponible en français :

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Libéralisation des échanges

Europe de l'Est - Intégration à l'économie mondiale et effets de la crise dans les pays en transition

La crise économique mondiale a durement frappé les pays d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique. Cet article explore les effets de la crise sur ces économies dites « en transition », en analysant les relations entre le type de capitalisme développé par chacun de ces États depuis les années 1990 et leur vulnérabilité aux soubresauts de l'économie mondiale. L'auteur étudie leur degré d'intégration dans l'économie mondiale, en effectuant une distinction selon la structure des exportations et la dépendance envers des sources de devises étrangères, de même que leur insertion dans le marché financier mondial. Il apparaît que les pays les plus intégrés au système économique mondial, soit ceux qui ont fait l'objet des plus grandes louanges de la part des organisations économiques internationales en raison de leur enthousiasme à libéraliser leur économie au cours des années précédant la crise, ont été davantage affectés par la débâcle.

Myant, Martin and Jan Drahokoupil. "International Integration, Varieties of Capitalism and Resilience to Crisis in Transition Economies", *Europe-Asia Studies*, Vol. 64, No 1 (January 2012): 1-33.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Tendances

OCDE - Croissance des inégalités de revenus

Ce rapport dresse un portrait des inégalités croissantes de revenus dans les pays de l'OCDE et analyse les facteurs qui sous-tendent ce phénomène. Il s'attarde en particulier aux effets de la mondialisation, des changements technologiques, des mutations dans la structure des ménages et des réformes de la réglementation des marchés du travail, de la fiscalité et des prestations sociales. Il formule ensuite des recommandations concernant les mesures publiques susceptibles d'atténuer les tendances à l'inégalité. Celles-ci devraient reposer sur trois grands piliers : investissement dans le capital humain, une politique solidaire en matière d'emploi et des politiques redistributives fiscales et sociales de qualité.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD).
"Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising", (December 2011).

Disponible à partir de la base de données OECDiLibrary et à la
bibliothèque de l'ENAP.

Le résumé (gratuit) est disponible en français :

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Marché du travail

International - La crise de l'emploi

La crise économique mondiale a eu des effets désastreux sur les marchés du travail et ces derniers montrent peu de signes d'amélioration. Selon le rapport 2012 sur les tendances mondiales de l'emploi, la croissance ténue des emplois dans les pays développés et la faible productivité dans les pays en développement menacent la reprise économique mondiale et limitent les perspectives de développement économique. Les pouvoirs publics devront mettre en oeuvre des politiques coordonnées au niveau mondial, destinées à soutenir la demande globale et à stimuler la création d'emplois. Il faudra remettre en état et réglementer le système financier, en plus d'encourager le secteur privé à investir, et ce sans compromettre la viabilité des finances publiques.

International Labour Organization (ILO). "Global Employment Trends 2012: Preventing a deeper jobs crisis", (January 2012).

Le résumé est disponible en français :

[Accéder au document](#)

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et éducation

Économie du savoir

International - Des institutions aux multiples facettes

Ce volume examine les différents rôles que jouent les universités au sein de l'économie du savoir. Répondant d'abord à leur mission première d'enseignement et de recherche, les universités représentent également, dans plusieurs sociétés, des moteurs du développement régional et de la croissance économique. On reconnaît aussi leur implication significative dans les relations internationales, le développement culturel, de même que la cohésion sociale. Ces diverses facettes sont examinées, de façon théorique et empirique, par des experts internationaux. Un ouvrage qui s'adresse autant aux praticiens à l'affût des tendances en matière de politiques, qu'aux férus de théories de l'éducation supérieure.

Temple, Paul (Ed.) Universities in the Knowledge Economy : Higher Education Organisation and Global Change. November 2011.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Politiques publiques en éducation

Royaume-Uni - Faire progresser l'égalité : une priorité institutionnelle

Cette livraison du périodique Perspectives propose à ses lecteurs un examen de l'impact de la nouvelle législation britannique sur l'égalité (2010 Equality Act), dans le secteur de l'éducation supérieure. Au regard de cette loi, les institutions publiques - incluant les établissements d'enseignement supérieur - doivent faire preuve de transparence quant à leurs progrès visant à assurer un traitement égalitaire et non discriminatoire, autant à leurs employés qu'aux citoyens à qui elles offrent des services. Les articles de ce numéro portent, d'une part, sur les défis que pose l'application de cette loi aux institutions d'enseignement supérieur. D'autre part, les contributeurs insistent sur l'importance, pour ces institutions, de répondre aux exigences imposées par la loi, compte tenu du rôle important qu'elles jouent dans la promotion de la justice et de l'égalité au sein de la société.

Perspectives: Policy and Practice in Higher Education, Vol. 16, No 1

(January 2012):1-38.

Accessible par la base de données Taylor & Francis et à la bibliothèque de l'ENAP.

-

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Éducation et formation

UNESCO - Les études secondaires : le prochain défi de la communauté internationale

La demande d'enseignement secondaire est en expansion dans le monde et de plus en plus de chercheurs et d'organisations s'y intéressent. Les efforts de la communauté internationale et des États à atteindre l'objectif d'offrir un niveau d'enseignement primaire universel a pour conséquence d'augmenter la pression sur le système d'études secondaires, principalement dans les pays en développement. C'est notamment ce que révèle l'édition 2011 du Recueil de données mondiales sur l'éducation, publié par l'Institut de la Statistique de l'UNESCO (ISU). Cette livraison focalise cette année sur l'enseignement secondaire, en présentant une multitude de données qui dépeignent ce secteur, dans différentes régions du monde.

Les experts de l'ISU rappellent que plusieurs défis se dressent afin d'assurer un enseignement secondaire accessible, équitable, de qualité et adéquatement financé. Ces enjeux sont étayés à l'aide d'analyses, complétant les données statistiques.

Institut de la Statistique de l'UNESCO. Recueil des données mondiales sur l'éducation 2011. Statistiques comparées sur l'éducation dans le monde. 2011.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Gouvernance

Union Européenne - La gouvernance délibérative, un modèle à reproduire pour l'intégration européenne

Cet article examine le cas du Processus de Bologne, où l'utilisation de la gouvernance délibérative au sein de l'Union européenne s'est avérée probante. L'auteure considère que ce mode de gouvernance est parfois sous-estimé; or, il s'avère utile, notamment lorsque sont visés d'importants changements de politiques. Elle vérifie, de façon empirique que tous les éléments qui caractérisent la gouvernance délibérative, sont aussi présents dans le Processus de Bologne. Parmi les observations de l'auteure, le mode délibératif devrait faire l'objet de recherches plus approfondies et servir de modèle dans d'autres secteurs où s'imposent des changements de politiques.

Hoareau, Cécile. "Deliberative governance in the European Higher Education Area. The Bologna Process as a case of alternative governance architecture in Europe". *Journal of European Public Policy*, iFirst (2011):1-19.

Accessible par la base de données Taylor & Francis et à la bibliothèque de l'ENAP.

-

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et environnement

Ressources naturelles

International - La gestion durable des forêts et les changements climatiques

Les forêts jouent un rôle critique dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets. Leurs fonctions de puits et de stockage du carbone contribuent à l'atténuation, alors qu'elles aident à renforcer les capacités d'adaptation des populations et des écosystèmes aux changements et à la variabilité climatiques. Ce document a pour but d'aider les décideurs à intégrer la dimension des changements climatiques dans les Programme forestiers nationaux (PFN). Il présente une approche pratique de ce processus d'intégration, qui enjoint les décideurs à favoriser la

participation de tous les acteurs impliqués et à renforcer la coordination intersectorielle entre le secteur forestier et les autres secteurs liés à l'utilisation des terres.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « Dossier sur le changement climatique à l'intention des décideurs. Une approche pour intégrer la dimension du changement climatique dans les programmes forestiers nationaux à l'appui de la gestion durable des forêts », (novembre 2011).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Accords multilatéraux et environnement

France - Propositions de la France pour améliorer la cohérence des initiatives climatiques

Alors que le Protocole de Kyoto arrive à terme et que les États peinent à s'entendre sur des instruments communs, les prochaines conférences internationales sur le climat tenteront de jeter les bases d'une nouvelle architecture climatique mondiale et de mettre au point des instruments destinés à coordonner les initiatives nationales et régionales. Cette note de synthèse présente les suggestions de la France concernant de nouveaux mécanismes de marché qui permettraient de rendre plus efficaces ces initiatives. Elle formule cinq propositions, notamment le rétablissement d'une neutralité concurrentielle dans les secteurs industriels gros émetteurs de GES qui sont facilement délocalisables et l'harmonisation des règles de mesure et de comptabilisation des émissions.

Centre d'analyse stratégique. « Les instruments économiques au service du climat », Note de synthèse no 251, (novembre 2011).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Changements climatiques

International - Une assurance climatique mondiale

Les conséquences des changements climatiques ne se feront pas sentir de manière égale à travers le monde. Certains en pâtiront davantage, alors que d'autres pourront même profiter de quelques effets positifs. Injustement, ce ne sont pas nécessairement les plus grands émetteurs de GES qui souffriront davantage, alors que certains très petits émetteurs subiront des dommages considérables. Les auteurs de cet article proposent la création d'une assurance globale sur les risques climatiques, financée par les pays selon la quantité d'émissions de GES dont ils sont responsables. Pour ce faire, ils présentent les résultats d'une analyse mathématique sur la façon optimale de calculer la responsabilité des différents acteurs.

Billette de Villemeur, Etienne and Justin Leroux. "Sharing the Cost of Global Warming", *The Scandinavian Journal of Economics*, Vol. 113, No 4 (December 2011): 758-783.

Disponible à partir de la base de données Wiley et à la bibliothèque de l'ENAP.

-

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Perspectives sociales et environnement

Chine - Les ONG environnementales chinoises se développent

Ce document brosse le tableau du développement des organisations non gouvernementales (ONG) environnementales en Chine. Ces organisations méconnues oeuvrent, depuis quelques années, à la mobilisation populaire et au développement de projets locaux de développement sobres en carbone. En 2007, elles se sont regroupées au sein du Réseau civil chinois d'action climatique (China Civil Climate Action Network - CCAN). Malgré certaines difficultés dans leurs efforts d'internationalisation, notamment en ce qui concerne la collaboration avec des réseaux mondiaux, elles participent depuis peu aux conférences internationales sur le climat.

Schröder, Patrick. "Civil Climate Change Activism in China - More than

Meets the Eye", German Asia Foundation and Heinrich Böll Stiftung,
(November 2011).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et santé

Tendances

Canada - Un plus grand nombre de médecins

Ce rapport publié une fois l'an détaille et analyse la répartition des médecins au Canada et leur mobilité. Il révèle les tendances des trente dernières années ainsi les données plus récentes quant au nombre de médecins, leurs caractéristiques démographiques et la proportion qui migre entre les provinces et sur la scène internationale. Dans l'ensemble, le nombre de médecins au Canada a augmenté et 2010 a connu un nombre record de diplômés dans ses facultés. Le nombre de diplômés internationaux en médecine constitue un apport considérable pour le Canada depuis les dix dernières années.

Institut canadien d'information sur la santé (ICIS). Nombre, répartition et migration des médecins canadiens 2010, 2011.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Politiques publiques

International - Règlement sanitaire international (RSI)

À la demande de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une équipe de chercheurs de l'Université d'Ottawa a évalué le fonctionnement de l'outil d'aide à la décision qui se trouve à l'Annexe 2 du Règlement sanitaire international (RSI). Deux études complémentaires, l'une qualitative et l'autre quantitative, ont été réalisées entre octobre 2009 et février 2010 auprès des « Point focal national », organisations reconnues par chacun des

pays membres de l'OMS. Ces dernières sont responsables de signaler tout événement présentant un risque sanitaire de portée internationale. Dans les grandes lignes, les auteurs constatent, quant à la déclaration des maladies infectieuses, une bonne connaissance et une utilisation efficace de l'outil de l'Annexe 2. Ils suggèrent à l'OMS d'améliorer les lignes directrices concernant le signalement d'événement dans des contextes spécifiques tels que la sécurité nationale ou le secteur de l'énergie.

Anema, Aranka, Druyts, Eric, Hollmeyer, Helge G., Hardiman, Maxwell C. and Kumanan Wilson. «Descriptive Review and Evaluation of the Functioning of the International Health Regulations (IHR) Annex 2», *Globalization and Health* 2012, Vol.8, n°1, 10 janvier 2012.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Gouvernance de la santé

Canada - Relations du secteur bénévole en santé publique avec le gouvernement

L'auteur étudie les relations entre le secteur bénévole du domaine de la santé publique et le gouvernement canadien. Il montre l'importance majeure de ce secteur au Canada et explique qu'il pourrait être exploité plus amplement. Pour ce faire, de nouveaux mécanismes de gestion devraient être utilisés. L'auteur estime nécessaire de passer d'une conception de relations basées, notamment, sur des programmes et des ententes institutionnelles, à une conception qui cultive des relations de partenariat plus souples. Il propose une classification des organisations du secteur bénévole de santé publique selon trois types de relations qu'elles entretiennent avec le gouvernement : adversité, extension ou complémentarité. L'étude de la configuration actuelle permettra de voir si une progression vers une nouvelle forme de relation s'amorce dans ce secteur.

Rocan, Claude. « The Voluntary Sector in Public Health », *Optimum* online, Vol.41, n°4, December 2011.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

États-Unis - Pays riches et pénurie mondiale de travailleurs de la santé

La pénurie mondiale de travailleurs de la santé est un problème complexe qui affecte davantage le domaine de la santé des pays en développement. Face à cette situation, les gouvernements des pays riches devraient tenir compte des effets négatifs que peuvent avoir leurs actions dans d'autres États. Les auteurs démontrent le rôle que doivent jouer les pays mieux nantis afin de corriger la situation mondiale. Ce rapport explique en détail cette pénurie, son étendue et sa portée. Il examine le problème à partir du cas des États-Unis. Les auteurs voient en ce pays la capacité d'exercer un rôle de leader dans le dénouement de cette crise. Sept recommandations sont émises, dont la préparation d'un plan stratégique consacré à la pénurie qui lie le système de santé, les politiques de migration et l'aide au développement internationale. Consacrer un soutien financier spécifique à ce problème et accroître le nombre de personnes formées aux États-Unis pour y travailler font aussi partie des suggestions.

O'Brien, Paula and Lawrence O. Gostin. Health Workers Shortages and Global Justice, Milbank Memorial Fund, 2011.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et sécurité

Gouvernance de la sécurité

Australie - Mieux définir les priorités en sécurité

Depuis la publication de sa Stratégie nationale de sécurité, en 2008, le gouvernement australien a instauré de nouvelles mesures dans ce domaine. Les auteurs expliquent comment cette stratégie insufflé un changement de conception dans l'appréhension du risque et de la sécurité dans ce pays. Après avoir identifié les faiblesses de la méthode actuelle d'analyse du risque, ils proposent une approche globale qui vise à mettre l'accent sur l'interrelation des problèmes, éviter une compréhension du risque par « silos » et promouvoir la collaboration entre les différentes parties prenantes. Ils défendent le besoin d'une méthodologie pratique et rigoureuse qui minimise l'apport de la perception humaine dans l'identification des risques pour la sécurité nationale et internationale.

Dupont, Alan et William J. Reckmeyer (2012): "Australia's national security priorities: addressing strategic risk in a globalised world", Australian Journal of International Affairs, Vol.66, n°1, (February 2012): 34-51.

Disponible à partir de la base de données Taylor & Francis Online et à la bibliothèque de l'ENAP.

-

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

États-Unis - La cybersécurité : un atout à la protection des infrastructures essentielles

Plusieurs infrastructures essentielles sont reliées à des systèmes et des réseaux informatisés, ce qui les rend vulnérables aux cyber risques. Le Government Accountability Office (GAO) des États-Unis a examiné sept secteurs qui possèdent ce type d'infrastructures afin de voir s'ils ont des mesures de cybersécurité et comment ils les appliquent. L'analyse établit aussi les ressemblances et les différences entre les lignes directrices de cybersécurité de chacun des secteurs et les éléments transposables aux agences fédérales. La principale recommandation propose une collaboration du département de la sécurité nationale avec le secteur privé afin de déterminer s'il est nécessaire de spécifier ces lignes directrices dans les plans sectoriels de protection des infrastructures.

United States Government Accountability Office (GAO), CRITICAL INFRASTRUCTURE PROTECTION : Cybersecurity Guidance Is Available, but More Can Be Done to Promote Its Use, December 2011.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

OCDE - Règlementation relative à la circulation des données dans le monde

Plus de 60 pays possèdent une loi sur la protection des données ou de la vie privée qui régleme la circulation transfrontière des données. L'auteur brosse un tableau de la réglementation dans ce domaine. Il jette un regard sur les objectifs, le fonctionnement et l'efficacité de cette réglementation dans le contexte de la mondialisation. Il constate certains problèmes qui méritent un examen plus approfondi, notamment la relation entre la réglementation des flux de données et les lois de chaque juridiction, et la

pression du « Cloud » sur les systèmes réglementaires de flux de données. La nécessité de mieux faire connaître, dans les hautes sphères gouvernementales, l'importance économique, sociale et légale du flux transfrontière des données doit aussi être considérée. Des études sur les effets économiques du flux de données transfrontières ainsi que sur les bénéfices et les coûts de la réglementation devraient être réalisées avec la coopération des organisations internationales concernées.

Kuner, C. "Regulation of Transborder Data Flows under Data Protection and Privacy Law: Past, Present and Future", OECD Digital Economy Paper, n° 187, 2011.

Disponible à partir de la base de données OCDEiLibrary et à la bibliothèque de l'ENAP.

-

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Terrorisme

International - Regard sur 40 ans d'incidents terroristes

Cet article traite de l'évolution de la menace terroriste dans le monde. Les auteurs ont examiné des incidents terroristes survenus au cours des 40 dernières années afin d'évaluer et de comparer l'évolution de deux types de terrorisme, le terrorisme international et le terrorisme de l'intérieur. Ils observent une tendance croissante de ce dernier, malgré l'attention qui est accordée au terrorisme international, particulièrement depuis le 11 septembre 2001. Néanmoins, une action mondiale visant à contrer ce phénomène s'avère tout aussi importante, mais il semble plus difficile de rallier les pays qui n'en souffrent pas. Selon les chercheurs, il faudra investir davantage dans des mesures proactives imaginées pour démanteler les groupes terroristes et leurs infrastructures, étant donné que l'action défensive est de plus en plus difficile à mener.

Gaibulloev, K., Sandler, T. et C. Santifort. "Assessing the Evolving Threat of Terrorism", Global Policy, First published online 8 Dec. 2011.

Disponible à partir de la base de données Wiley et à la bibliothèque de l'ENAP.

-

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Clips

Migrations et mondialisation

International - De la nécessité des communications relatives aux migrations

Plusieurs éléments influencent la représentation et l'opinion du public à l'égard des migrants, dans les pays d'origine et d'accueil. Ce document, en plus de présenter l'état de la migration dans le monde, traite de l'utilité de véhiculer des informations justes à propos des migrations afin d'en assurer une meilleure gestion. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) plaide en faveur d'une transformation dans la façon de communiquer et d'informer sur ce phénomène et ses enjeux. Elle explique le rôle que peuvent jouer les médias, les politiques et les données disponibles dans la construction des idées et sur les leviers qui servent à promouvoir une image positive de la migration en général. Une partie du rapport est consacrée au bilan des activités de l'OIM à l'occasion de son 60e anniversaire et précise les domaines d'actions sur lesquels elle poursuivra son travail.

Organisation internationale pour les migrations (OIM). État de la migration dans le monde 2011 : Bien communiquer sur la migration, 2011.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Le prisme de la mondialisation

Points de vue multisectoriels

International - Risques globaux

Ce rapport, basé sur un sondage effectué auprès de 469 experts, a pour but d'aider les acteurs publics et privés à identifier, surveiller, gérer et atténuer les risques globaux. Cinquante risques globaux, classés sous cinq catégories (économiques, environnementaux, géopolitiques, sociétaux, technologiques) y sont examinés. On y traite de leurs impacts potentiels, de la probabilité qu'ils surviennent et de leur interconnectivité, sur un horizon

de dix ans. Puisque ces risques transcendent les frontières, le rapport presse la communauté internationale de collaborer davantage et de coordonner les mesures visant à renforcer la résilience des collectivités.

World Economic Forum. "Global Risks 2012 - Seventh Edition", (January 2012).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)